

Soit on bouge Soit Genève s'enlise

Une vérité bien cachée !

pages 2-3

Avec 10% de chômage réel à Genève

et beaucoup moins en France voisine, on nous cache une vérité inquiétante.

Quel avenir pour les générations futures? Quel avenir pour les plus de 50 ans exclus du marché du travail? Nous voyons les dégâts de la politique dite du «Grand Genève» menée par tous les autres partis.

Et en parallèle, les pénuries se multiplient sous la houlette des écologistes et des pro-européens.

Le MCG vous propose d'agir afin qu'il y ait un avenir pour les habitants de notre canton!



Désastreuse
**vague
verte**

Statistiques chômage
**L'effet
frontalier**

**Luttons
contre les
pénuries !**

**ACCORD AVEC LA FRANCE: 343 millions !!!
Grosse arnaque pour Genève**

page 5

EDITORIAL

**2022-2023:
l'heure de vérité !**

Genève a des atouts incroyables, qui sont négligés et mis à mal depuis des années.

Alors que notre canton pourrait offrir des conditions favorables à chacun, nous nous dirigeons aujourd'hui vers de grandes difficultés.

Les pénuries d'électricité et de ressources vitales sont le résultat des politiques irresponsables menées par les écologistes et les pro-européens.

Les pénuries d'emplois et de logements sont la conséquence de la politique insensée du «Grand Genève» que le MCG combat depuis toujours.

Pour les habitants de Genève, l'année 2022-2023 sera l'heure de vérité. Le MCG, force de propositions, se tient prêt pour les élections cantonales de 2023.

Mais rien ne se fera sans vous. Nous devons relever ce défi tous ensemble.

Le MCG, grâce à votre soutien, pourra proposer et, surtout, appliquer des solutions en faveur de tous les habitants de notre canton.

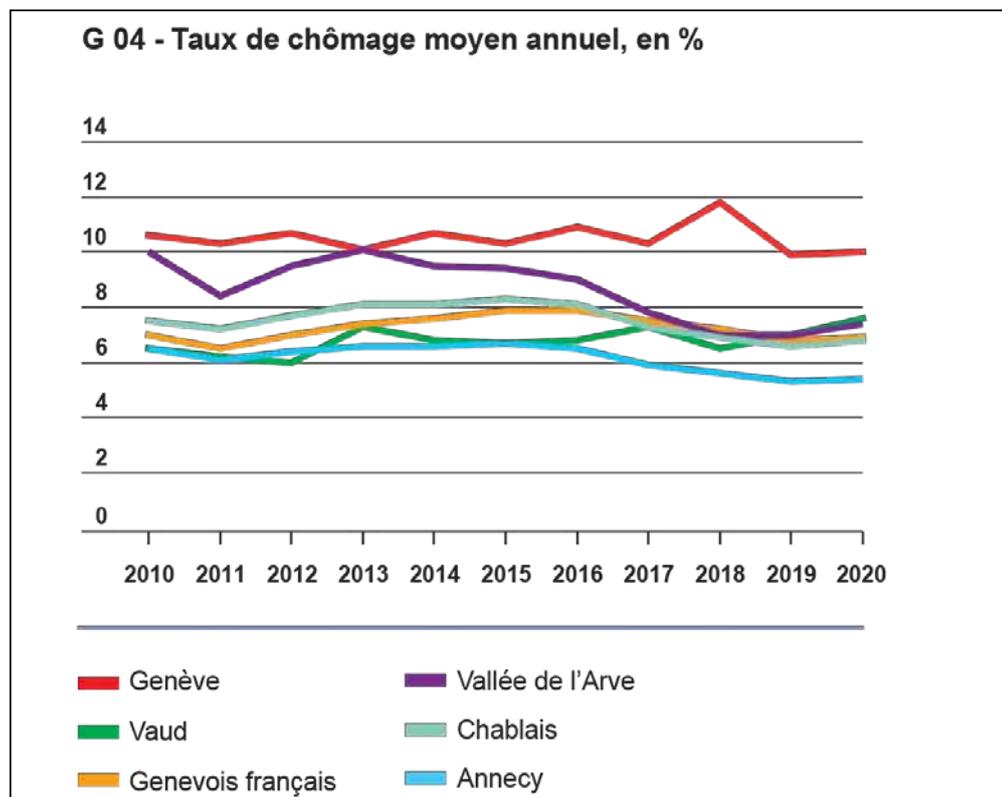
François BAERTSCHI
Président du MCG



Chômage: des chiffres inquiétants et bien dissimulés

Voici les véritables chiffres du chômage selon les critères internationaux du BIT (Bureau international du travail) et non pas les chiffres faussés du SECO (Secrétariat suisse à l'économie).

Source: Observatoire transfrontalier



Les frontaliers sont les grands gagnants de la croissance genevoise.

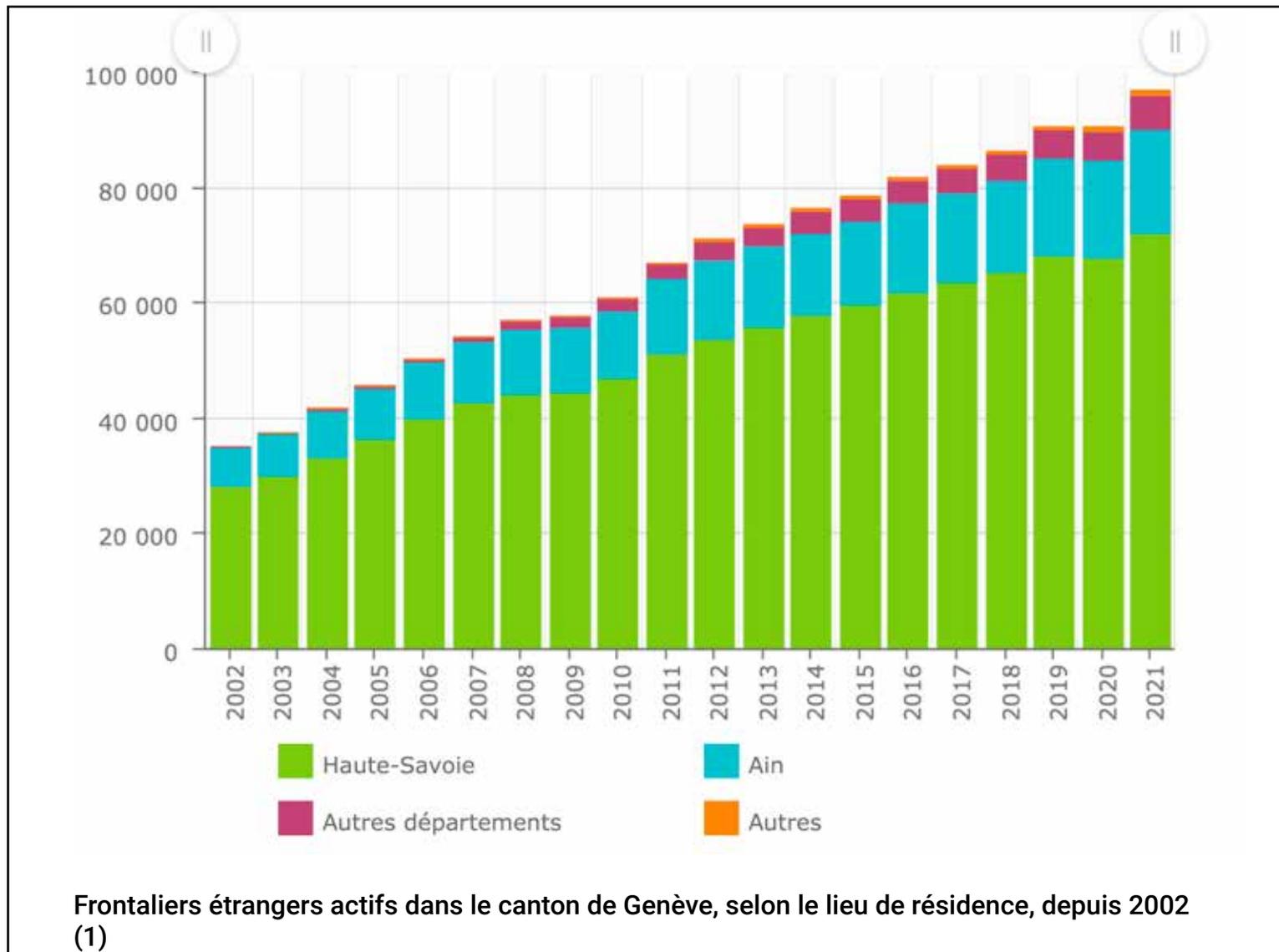
Alors que les habitants de notre canton en subissent tous les inconvénients: chômage, pénurie de logements, problèmes de circulation et de pollution, etc.

L'afflux de frontaliers crée une pression énorme sur les travailleurs et leurs salaires.

Beaucoup de nos jeunes n'arrivent pas à entrer dans le monde du travail ou dans des conditions qui ne permettent pas de vivre correctement à Genève.

Nous assistons à un appauvrissement généralisé de la population qui ne correspond pas à la richesse produite par notre canton.

Frontaliers responsables du chômage genevois



En visualisant le tableau ci-dessus, on peut constater que la courbe du nombre de frontaliers actifs à Genève progresse de manière continue, alors que la courbe des chômeurs genevois ne fléchit pas. Ce qui démontre que nos chômeurs ne profitent pas des nouveaux emplois créés sur notre territoire.

Pour freiner cette courbe, voire l'inverser, il faut prendre des mesures drastiques et courageuses sur le plan politique.

Il convient de suivre, étendre et renforcer la directive dite de préférence cantonale. Depuis le départ du MCG Mauro Poggia au Département de l'emploi et son remplacement par une élue de gauche peu sensible à la préférence cantonale, nous émettons de nombreuses craintes sur l'avenir. L'application de cette directive doit être étroitement surveillée. Les élus du MCG sont déterminés à le faire. D'où l'importance de notre présence dans les conseils. Nous vous présenterons prochainement une série de nouvelles propositions.

La désastreuse vague verte...

Le programme des Verts était plein de promesses d'un monde meilleur. Aujourd'hui, le réveil est douloureux.

L'économie genevoise, qui a un dynamisme, incontesté depuis des décennies, part en lambeaux. La conseillère d'Etat verte Fabienne Fischer a laissé partir sous d'autres cieux l'un des fleurons industriels de notre canton, Firmenich.

Uber, Salon de l'auto, Fêtes de Genève

Au lieu d'exiger d'Uber de respecter la loi, cette conseillère d'Etat écologiste a soutenu des passe-droits en faveur de la multinationale américaine.

A son funeste palmarès, nous pouvons compter la disparition du Salon de l'auto et des Fêtes de Genève tant appréciés de la population.

Quant au conseiller d'Etat vert Antonio Hodgers, il a mis en place le plan directeur cantonal actuel qui se révèle être une catastrophe parce qu'il favorise l'emploi frontalier. Cette même logique déséquilibrée nous conduit à une crise

du logement endémique, une circulation chaotique. Avec lui, l'afflux de frontaliers et de leurs véhicules est assuré.

Décroissance pour Genève croissance pour les frontaliers

La politique du conseiller d'Etat écolo est évidente: il prône la décroissance pour les habitants de Genève et la croissance pour les frontaliers.

Quant à la politique énergétique des verts, autant de gauche que de droite, elle est tout autant calamiteuse.

L'absence de vision réaliste sur les énergies alternatives va nous conduire à des pénuries et à un désastre autant au niveau social qu'économique.

La vague verte a été finalement un tsunami qui a ravagé durablement notre canton.

L'avenir programmé de la politique verte



Le Genevois du futur ne pourra que se recueillir sur notre chère Genève prospère.

Gigantesque arnaque pour Genève: 343 millions

Citoyens, vous payez chaque année 343 millions à la France. Sans que vous le sachiez, par un tour de passe-passe budgétaire, ce pactole vide les caisses de l'Etat de Genève et appauvrit notre population.

Description d'un dispositif surprenant

Sachez que depuis 1973 le Grand Conseil de l'époque a validé un accord entre le gouvernement français et le Conseil fédéral agissant au nom de la République et canton de Genève.

Cette disposition stipule que chaque année Genève doit verser une rétrocession sur l'impôt. Aussi, cet accord peut être dénoncé chaque année.

Ce versement était une compensation financière à bien plaisir pour aider les communes frontalières pour réaliser des équipements publics.

Des montants excessifs

Au fil des années, ce qui représentait au début des sommes acceptables est devenu tout à fait disproportionné, d'autant plus qu'à l'époque Genève n'avait pas une dette abyssale.

Entre la péréquation inter-cantonale (aide aux autres cantons nécessaires) et ce versement colossal à la France, nous dépassons le demi-milliard annuel. Cette somme allouée par solidarité excessive envers nos voisins pèse sur le remboursement de nos dettes, nos prestations sociales, sur nos propres équipements qui deviennent vétustes comme nos équipements scolaires, sportifs et culturels, nos hôpitaux, etc.

Nous ne sommes pas catégoriquement opposé à une rétrocession aux communes frontalières mais dans une mesure raisonnable.

Nous pouvons constater qu'avec cet argent certains villages voisins ont développé des infrastructures de luxe que Genève ne peut pas se permettre.

Les autorités françaises estiment que notre générosité est un dû et font preuve d'arro-



gance, estimant que Genève peut encore financer des infrastructures supplémentaires sur leur territoire.

Parlons de leurs exigences par rapport aux dessertes de trams et à la construction de parkings sur leurs territoires avec notre argent.

Dédain de Macron

Effectivement, la reconnaissance de la France envers la Suisse est trop souvent nulle. Observons le dédain de Macron envers la Suisse et son hostilité manifeste à l'égard du développement des collaborations dans de nombreux domaines, notamment dans les programmes d'échange européens. Même un sénateur français de la ré-

gion frontalière, bénéficiant des largesses financières prises sur le dos des contribuables genevois, a mégoté sur le fait que des automobilistes genevois faisaient le plein en essence sur France, nous reprochant de profiter d'une mesure destinée à lutter contre l'inflation dans son pays. Belle solidarité de cet élu!

Renégocions l'accord !

Le MCG, dans un esprit d'améliorer le quotidien des Genevois, veut revoir cet accord sur des bases équitables.

Nous comptons poursuivre par la voie parlementaire du Grand Conseil ce combat.

Abstentionnistes, réveillez-vous !

par Mauro Poggia

Conseiller d'Etat MCG, Président du Conseil d'Etat

Les crises que nous avons traversées ou dont nous tentons de sortir (Gouvernement genevois, Covid, réfugiés ukrainiens et énergétique) dans le contexte plus large de la crise climatique, rendent toutefois toujours davantage problématique la position de celles et ceux qui pensent que "de toute façon ma voix ne changera rien".

Cette démission favorise en réalité toujours davantage les mouvements dogmatiques qui, telles des armées de la pensée formatée, au nom d'une liberté revisitée, nous imposent en réalité des règles de vie qui vont au-delà de l'effort que nous devons faire chacun et ensemble pour préserver notre environnement et notre qualité de vie.

Les exemples de ce remplacement insidieux de nos principes démocratiques par une dictature des minorités hurlantes à la vertu autoproclamée ne manquent pas ces dernières années, en Suisse comme dans le monde.

Au-delà de situations scandaleuses d'accaparement des richesses par quelques individus dont la parcimonieuse solidarité ne représente qu'un achat low cost de bonne conscience, nous constatons que l'encouragement à la réussite est remplacé par une culpabilisation de cette même réussite.

Le travail, et à travers lui, la contribution à la collectivité, n'est plus qu'un moyen, parmi d'autres, d'accéder au bien-être, au même titre qu'une assistance toujours mieux calibrée, dans laquelle une majorité risque de s'installer. Oui notre so-

ciété doit être juste et solidaire à l'égard de celles et ceux qui sont confrontés à des difficultés. Oui cette solidarité ne doit pas culpabiliser celles et ceux qui doivent y avoir recours.

Mais non, cette solidarité n'est pas une fin en soi, obligeant l'Etat à aller sans cesse chercher davantage chez celles et ceux qui contribuent à la réussite économique de notre canton. La solidarité doit être un passage que nous devons tous nous efforcer d'abrèger par une formation efficace et ciblée et par des moyens incitatifs robustes pour un retour sur le marché du travail.



La priorité à l'emploi pour nos résidents n'est pas un thème pour les Gauches de toutes natures, qui rejoignent sur ce thème les Droites de tous bords. Pour les premières le salaire minimum serait une garantie alors que le dumping de compétences s'opère à l'entrée dans un premier emploi, et le dumping salarial se déroule au-dessus du salaire minimum.

Et pour les secondes, notre canton manquerait des compétences nécessaires, ce que dément notre expérience quotidienne ainsi que les données du chômage.

Dans ce débat de dupes, un seul parti genevois sort du lot: le MCG. Le seul parti à dire tout haut ce que vous pensez. Sans lui, les adversaires d'hier seront les alliés de demain pour laisser au bord de la route celles et ceux qui auront cru, une fois de plus, que de toute façon leur voix ne changera rien.

Soit on bouge Soit Genève s'enlise

Les propositions du MCG pour 2023-2028

- Une vraie politique de préférence cantonale contre l'afflux des frontaliers
- En finir avec le Grand Genève, un modèle catastrophique pour tous !
- Arrêter de verser des millions à la France et aux autres cantons
- Défendre les intérêts de Genève en priorité
- Protéger les Genevois face aux pénuries
- Emploi: donner un espoir aux jeunes et aux plus de 50 ans
- Pas de zone de non-droit pour les criminels et délinquants
- En finir avec les tracasseries administratives
- Réduire les hiérarchies inutiles et coûteuses à l'Etat
- Davantage d'employés sur le terrain que de cadres
- Promouvoir une vraie politique de formation et d'insertion
- Défendre la modération en matière d'impôts
- Des parkings pour tous en suffisance: scooters, vélos, voitures.
- Une circulation mieux organisée avec moins de nuisances.
- Garantir des retraites équitables pour tous
- Une santé de qualité accessible pour tous.
- Des primes d'assurance-maladie abordables
- Participer à la transition climatique de manière censée



Un budget irresponsable

Des centaines de millions sont rétrocédés à la France. L'effort budgétaire est porté surtout par la fonction publique et les contribuables

Le Conseil d'Etat à majorité de gauche n'a fait aucun effort pour son budget 2023 qu'il vient de présenter ce 15 septembre. Avec 488 nouveaux postes, un déficit de 419,6 millions, et aucune mesure structurelle crédible, le gouvernement a choisi la solution de facilité. En revanche, il fait porter une grande partie de l'effort sur la fonction publique en supprimant l'annuité et en n'accordant qu'une demi-indexation.

Ne parlons pas de la politique mégalomane du Conseil d'Etat qui ne tient pas compte des entreprises locales pour assumer les travaux d'investissement. Veut-on engager toujours plus de frontaliers ?

Qui doit payer les pots cassés ?

Le MCG estime que ce n'est ni à la fonction publique ni aux contribuables genevois de payer les pots cassés de ces mauvais choix budgétaires de la majorité de gauche du Conseil d'Etat. Le canton de Genève continue à se mon-

trer beaucoup trop généreux envers la France. La rétrocession à l'Hexagone augmente de 7,6 millions pour atteindre la somme de 351 millions. Le MCG réclame depuis des années une réforme

dont elle n'a pas les moyens.

Assurance-maladie: attrape-nigauds
Pensons au système scandaleux d'assurance-maladie.



Chaque année le canton verse 609 millions au titre des subsides pour cette assurance. Ce dispositif coûteux mais indispensable permet aux assurés modestes d'éviter des primes faramineuses. Mais est-ce aux contribuables genevois de payer les dysfonctionnements de notre système suisse d'assurance-maladie qui devrait être révisé depuis des années? Le MCG mène ce combat depuis longtemps.

de ce dispositif. Quant à la péréquation intercantonale, elle augmente fortement de 22 millions pour atteindre 263 millions, alors que les travailleurs genevois habitant hors canton paient 0 franc d'impôt. La péréquation ne tient pas compte de cet élément dans les calculs. Chacun peut le constater. Genève se retrouve à faire acte d'une générosité

Quant au Plan financier quadriennal, il se place également dans une optique irresponsable puisqu'il prévoit une suite de déficits impressionnants et ne vise pas l'équilibre en 2026. C'est la preuve du manque de vision budgétaire de la majorité de gauche du Conseil d'Etat.

Circulation: Genève l'oubliée, Vaud le gagnant

L'Office fédéral des routes (OFROU) vient de décider de créer une 3e voie sur l'autoroute Yverdon-Lausanne, en utilisant de manière permanente la bande d'arrêt d'urgence entre Chavornay et Cossonay. Alors que Genève attend depuis de très nombreuses années une troisième voie sur le tronçon Genève-Lausanne.

Une fois de plus, le canton de Vaud défend mieux ses intérêts que les parlementaires fédéraux genevois qui restent aux abonnés absents. Notre autoroute de contournement est complètement saturée et présente des risques confirmés pour la sécurité routière, notamment dans les tunnels. Déjà qu'au centre-ville c'est le foutoir. Il est urgent que Genève se fasse entendre mieux à Berne. Les automobilistes genevois en ont marre de passer leur temps dans les bouchons

Ni gauche ni droite, Genève d'abord

Luttez avec nous contre les pénuries d'électricité

Relançons le projet du barrage de Conflan sur le Rhône près de Chancy !

Le Mouvement Citoyens Genevois, soucieux des risques de pénurie d'électricité, qui vont s'aggraver ces prochaines années, veut que les autorités genevoises relancent au plus vite le projet de barrage sur le Rhône en aval de celui de Chancy-Pougny (photo ci-contre).

Pour mémoire, ce barrage de Conflan était au programme du Conseil d'Etat dans les années 2010-2013. Finalement, ce projet a été abandonné en raison des prix très bas de l'électricité qui rendaient les productions hydrauliques trop chères par rapport aux autres moyens de production (charbon, gaz, nucléaire, etc.).

Alors que même le Conseil fédéral, suite aux études sur ce barrage, l'avait inscrit à l'inventaire fédéral des potentiels hydrauliques pour être exploités en Suisse dans le cadre de la stratégie énergétique 2050.

Actuellement, vu les crises majeures que nous risquons de traverser en matière d'électricité et les prix qui explosent, il est urgent de construire un nouveau barrage afin de contribuer à la sécurité énergétique du pays et en particulier de Genève.

Pour la consommation de 90'000 habitants !

Ce barrage hydroélectrique pourrait produire 120 GWh/an nets. Cela correspond à la consommation d'environ 44'000 ménages (stat. 2000 : 2,1 personnes par ménage et 2700 kWh/an), soit environ 90'000 habitants.

Il faut savoir qu'en cas de pénurie prolongée, la perte du Produit Intérieur Brut serait comptabilisée en milliards de francs rien que pour Genève. Ce qui provoquerait inévitablement un séisme économique et social dont nous



C'est en aval de l'actuel barrage de Chancy-Pougny que pourrait être construit le futur barrage de Conflan.

n'arrivons pas à imaginer l'ampleur.

Pensez qu'aujourd'hui notre mode de vie est basé sur un bon approvisionnement électrique: paiements bancaire, télécommunications, petit électro-ménager, appareils divers, véhicules électriques, etc. Aujourd'hui, la construction de ce barrage produirait de l'électricité tout à fait rentable, de manière renouvelable.

Opposition des écologistes

Malheureusement, les partis et milieux écologistes refusent ce projet car il toucherait la biodiversité du canton. Ceci n'est qu'un prétexte car il est tout à fait

faisable de compenser des zones de biodiversité ailleurs le long du Rhône. Ce que propose le Conseil fédéral dans le cadre d'autres ouvrages de ce style.

En plus, nous pourrions profiter de ce barrage pour créer une route de contournement du village de Chancy qui est victime de l'excès de trafics frontaliers.

Une motion au Grand Conseil genevois vient d'être déposée par le groupe MCG et le représentant de notre Mouvement aux SIG souhaite également la reprise de ce dossier d'une très haute importance.

Soutenez le MCG: devenez sympathisant !

Vous désirez être informé régulièrement sur les activités du MCG. Vous estimez que certaines des actions du MCG méritent d'être soutenues. L'union fait la force.

En devenant sympathisant, vous recevrez plusieurs fois par année diverses informations sur l'actualité du Mouvement Citoyens Genevois. Il n'y a aucun engagement de votre part mais vous pouvez si vous le désirez prendre une part aux activités du MCG.

Nous vous accueillons bien volontiers en qualité de sympathisant dans un esprit participatif. C'est également de votre part une forme d'encouragement et nous vous en remercions.

Vous désirez vous engager davantage: devenez membre !

Vous désirez vous engager au sein du MCG, afin de faire avancer concrètement nos idées. Notre fonctionnement est démocratique et citoyen, c'est-à-dire que nous encourageons une politique participative.

Notre ligne politique est simple: la défense de Genève et de ses habitants, en dehors des idéologies. Nous avons l'ambition de remettre le Citoyen comme principal acteur de l'activité de la Cité et non pas les lobbys qui ne défendent pas l'intérêt général.

N'hésitez pas à nous rejoindre ou à nous poser des questions au 022 796 17 73 (lu-ve de 9h à 12h).

Je veux devenir: membre ou sympathisant du MCG
(soulignez votre choix)

Prénom:..... Nom:

Rue + No :

Code postal:..... Commune:.....

E-mail:

No de tél.:

Profession:Signature:

A retourner à: MCG case postale 155 1211 Genève 13

Tél. 022 796 17 73 (de 9h à 12h du lundi au vendredi) - info@mcge.ch - ccp 17-196320-4 -

Assurance-maladie

Le scandale devient insupportable

Les lobbys des caisses-maladie, qui manipulent les grands partis nationaux, ont encore frappé avec des hausses de près de 10% pour les tarifs de 2023. Le MCG continue à se battre contre un système

Depuis sa fondation en 2005, le Mouvement Citoyens Genevois a dénoncé les hausses scandaleuses de l'assurance-maladie, le manque de transparence qui met à mal notre système de santé et des réserves scandaleuses à hauteur de trop nombreux milliards de francs.

Cette année, le pouvoir d'achat sera encore davantage mis à mal par des hausses injustifiées que nous infligent les caisses-maladie. Une fois de plus !

La Suisse victime d'un lobby !

Le système est bloqué au Parlement fédéral à Berne, où le lobby tout-puissant des caisses-maladie empêche toute amélioration. La transparence est impossible actuellement. Les assurés ne savent pas si ce qu'ils paient est justifié. Les grands partis nationaux sont tous vérolés par ce lobby qui met à mal notre système de santé et le pouvoir d'achat des habitants de notre pays.

Au lieu de gérer correctement le remboursement des soins de santé, ce qui est la fonction des caisses-maladie et ce qu'elles ne font pas, elles nous proposent leurs prétendues solutions. Il leur faudrait maintenant, selon elles, agir sous forme de rationnement des soins et autres bricolages, dont nous avons tout à craindre vu les antécédents de ces institutions



protégées par des intérêts politiques indécents à Berne. Au contraire, nous devrions enfin avoir cette transparence qui est réclamée depuis des années.

Pouvoir d'achat en Berne

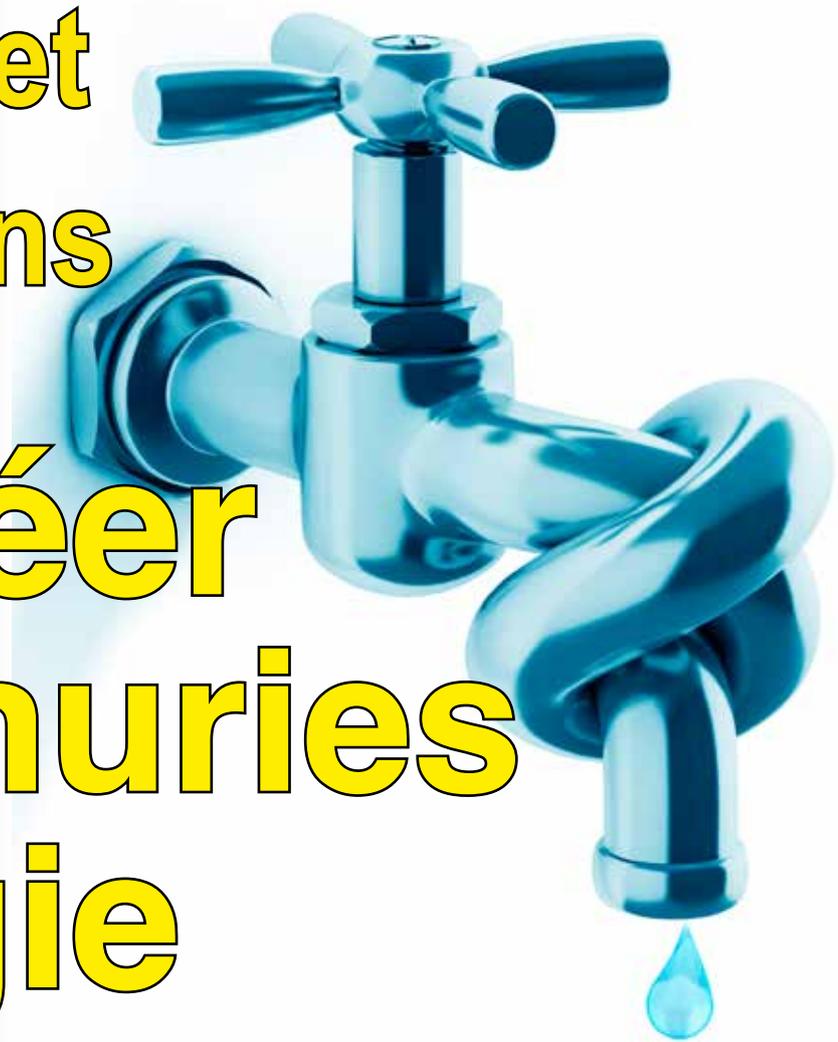
Les hausses se suivent et se ressemblent cet automne. L'augmentation des prix de l'électricité a déjà été annoncée durant l'été et nous subissons de nouveau la montée de l'inflation qui va écorner irrémédiablement notre pouvoir d'achat. Cerise

sur le gâteau, les Genevois vont continuer à pâtir de la hausse des caisses-maladie.

Nous réclamons depuis des années des mesures efficaces en la matière. L'absence du MCG au Parlement fédéral a été un encouragement très clair en faveur des caisses-maladie qui continuent à sévir. Le Mouvement Citoyens Genevois ne se décourage pas mais nous ne pouvons rien faire sans votre soutien.

Genève d'abord, avec le MCG !

**Ecologistes et
pro-européens
vont créer
des pénuries
d'énergie
... et augmenter
le chômage**



Avec eux et leurs dogmatismes Genève décline !

***Votez MCG
pour défendre réellement
les habitants de notre canton***

